

« Entendez nos cris » : ce qui terrifie une militante des droits des femmes afghanes

jeudi 2 septembre 2021, par [K. TAJALI Mona](#) (Date de rédaction antérieure : 20 août 2021).

Au début du mois d'août, après s'être consacrée pendant plus de 12 ans à divers aspects des droits des femmes, K - dont le nom complet ne sera pas communiqué pour sa protection - et sa famille ont fui leur maison dans la province de Balkh, dans le nord de l'Afghanistan. Les talibans avaient pris Mazar-i-Sharif, la capitale provinciale. Une gouverneure de district de la même province, Salima Mazari, une politicienne endurcie, a pris les armes pour combattre les talibans, mais elle a récemment été capturée par ces forces, et on ignore où elle se trouve actuellement.



Crédit Photo. Wikimedia Commons

K et sa famille, y compris ses deux jeunes enfants, se cachent chez une amie à Kaboul, une ville qu'elle croyait plus sûre et mieux préparée à résister aux talibans que les villes de province moins équipées. Mais à sa grande horreur, quelques jours après leur arrivée [le 15 août], les talibans se sont emparés de la capitale du pays. Je me suis entretenu avec elle le 20 août, cinq jours seulement après la chute de Kaboul aux mains des talibans. K était submergée par des émotions de peur, de désespoir et de trahison. Elle a insisté sur la nécessité pour le « monde d'entendre nos cris ». En tant que mère, elle avait particulièrement peur pour l'avenir de son pays et pour la sécurité de ses jeunes enfants.

Contrairement à nombre de ses collègues, K est restée en Afghanistan et a passé les derniers jours au téléphone à rassurer ses collaboratrices à Balkh en leur disant qu'elle ne les avait pas oubliés. Elle m'a dit : « Nous [mes collègues militantes et moi-même] sommes extrêmement inquiètes pour l'avenir de l'Afghanistan, et nous voulons rassurer nos compatriotes afghans en leur disant que nous sommes là pour eux, pour faire entendre leur voix au monde. C'est notre responsabilité morale. ».

Mona Tajali

Mona Tajali : Avec la récente prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans, qu'est-ce qui vous inquiète le plus ?

K : Avec d'innombrables autres militants des droits des femmes, j'ai passé les deux dernières

décennies à investir dans notre foyer, notre société, nos enfants et les filles de ce pays qui sont confrontées à de nombreux obstacles. Tous les progrès que nous avons accomplis risquent d'être réduits à néant du jour au lendemain. Comment pouvons-nous garder espoir alors que désormais est menacé tout ce pour quoi nous avons travaillé ?

En tant que personne ayant mené diverses initiatives en faveur des droits des femmes, je suis inquiète pour moi-même, mais aussi pour les femmes qui ont travaillé pour nous au fil des années. Leurs vies sont en danger, car beaucoup d'entre elles ont servi d'auxiliaires auprès d'organisations internationales, travaillant aux côtés d'assistants masculins. Je crains que l'idéologie conservatrice des talibans ne tolère pas de telles activités.

J'ai récemment entendu le porte-parole des talibans, Zabihullah Mujahid, déclarer que les femmes pouvaient reprendre leurs professions comme par le passé et poursuivre leurs activités publiques sans crainte. Cependant, nous savons que si les talibans ne privilégient que certaines professions féminines, comme les enseignants et les infirmières, nous craignons que les femmes qui travaillent pour des ONG ou le secteur privé ne subissent des représailles.

Kaboul n'est pas représentative du reste du pays. Puisque le monde a les yeux rivés sur Kaboul, peut-être qu'ici les femmes pourront encore présenter les informations ou entrer dans les cliniques où elles travaillaient auparavant. Mais nous recevons des rapports des provinces dans lesquelles tous les bureaux des ONG ont été fermés. Mes collègues de Balkh m'ont informée que les talibans leur ont ordonné de ne pas quitter leur domicile sans burqa ou sans tuteur masculin. Ce sont ces mêmes femmes qui ont dirigé leurs propres organisations et font carrière, permettant à certaines d'entre elles de subvenir seules aux besoins de leur famille.

Un ami m'a dit que les propriétaires de magasins ont reçu l'ordre de ne pas vendre aux femmes qui viennent faire leurs courses sans être accompagnées d'un tuteur masculin ou d'un enfant de plus de 12 ans.

Un tel traitement des femmes est naturellement inquiétant et démontre clairement que les talibans n'ont pas changé. Ils entendent gouverner selon la même interprétation stricte de l'Islam qu'ils professaient il y a 20 ans.

Comment vous et votre famille faites-vous face ? Comment vos collègues s'en sortent-ils ?

Je n'ose pas quitter ma maison. Ma fille, qui est trop jeune pour vraiment comprendre ce qui se passe, me demande qui sont les talibans. Aujourd'hui, elle m'a demandé : « S'ils nous voient, vont-ils nous tuer ? » Mon fils, qui n'a que 7 ans, se demande pourquoi je ne vais plus au travail. En voyant leurs visages inquiets, tout ce que je peux faire, c'est leur dire que les talibans ne nous feront pas de mal, mais dans mon esprit, je n'en suis pas certaine.

C'est un moment très douloureux pour nous tous. Je ne peux pas éteindre mon téléphone une seule seconde, car mes auxiliaires de la province où je travaillais m'appellent constamment pour me demander si j'ai quitté l'Afghanistan. Je leur fais savoir qu'avec la fermeture de notre bureau à Balkh, j'ai été transférée à Kaboul, mais je les rassure en leur disant que je n'ai pas quitté l'Afghanistan et que je suis toujours là à chercher des moyens de les soutenir. C'est un tel soulagement pour eux de savoir qu'ils n'ont pas été oubliés, tout comme c'est un soulagement pour nous lorsque nous apprenons que les médias internationaux ne nous ont pas oubliés et s'intéressent à nous.

Beaucoup de nos stagiaires sont des femmes et des jeunes filles qui veulent apprendre leurs droits et les moyens de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille en s'inscrivant à nos cours

d'alphabétisation et de couture. Avec le soutien d'une organisation canadienne, nous fournissons à chaque stagiaire, pendant nos cours de huit mois, une machine à coudre, un fer à repasser et d'autres équipements nécessaires, ainsi que l'équivalent d'environ 2 dollars par jour pour le coût de leur transport. Pour l'Occident, cet argent peut sembler très réduit, mais pour les femmes, il s'agit d'une somme considérable, que beaucoup économisent pour acheter les fournitures scolaires de leurs enfants.

Vous pouvez imaginer que pour des femmes qui ont si peu, de telles formations sont vitales. Mais depuis la fermeture de notre bureau, il y a environ trois mois, elles n'ont plus accès à ces cours et à tout ce qui allait avec, notamment un sentiment de communauté et de sororité entre les femmes. J'aimerais pouvoir dire à nos stagiaires que notre programme va reprendre.

Que demanderiez-vous à la communauté internationale ?

La société civile afghane était très optimiste quant à tout le travail effectué dans le domaine des droits de l'homme et des femmes. Cependant, le président Biden a déclaré dans un discours que, malgré tout le travail que nous avons accompli, les Afghans eux-mêmes ne font pas assez pour leur propre pays. Cette déclaration a fait perdre espoir à nombre d'entre nous, tout en laissant entendre que le travail que mes collègues et moi-même accomplissons et tout ce que nous réalisons pour les droits des femmes était invisible et insignifiant. Ceux d'entre nous qui ont consacré des années à la reconstruction de ce pays ne peuvent se permettre de rester silencieux quant aux véritables enjeux en Afghanistan.

Une grande partie de la couverture médiatique occidentale est axée sur l'évacuation des journalistes et des membres de la communauté internationale d'Afghanistan. Mais si ces observateurs partent, qui nous entendra ? Qui sera en mesure de voir réellement ce qui nous arrive ?

Je demande à la communauté internationale de nous soutenir en permettant la réalisation de reportages depuis l'Afghanistan. Je demande aux observateurs internationaux, aux journalistes et aux organisations humanitaires de documenter ce qui se passe dans le pays avec la prise du pouvoir par les talibans. Je leur demande également de ne pas se contenter de faire des reportages dans les grandes villes comme Kaboul, mais de se rendre également dans les provinces périphériques pour fournir des rapports sur les droits des femmes et leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux droits humains et pour faire connaître la situation sur place.

La communauté internationale, y compris des organismes tels que la Cour pénale internationale (CPI), a l'obligation morale de documenter notre situation. Ils devraient nous fournir des ressources pour construire la paix et la réconciliation, plutôt que de nous abandonner à notre sort à un moment aussi critique.

J'entends constamment des rapports sur les tentatives des talibans de revenir sur les droits des femmes, en particulier dans les régions reculées de l'Afghanistan, mais je crains que ces rapports ne soient plus relayés par les médias internationaux ou que les Nations unies décident simplement de fermer les yeux.

Ceux et celles d'entre nous qui connaissent bien les provinces peuvent attester du fait que les talibans n'ont pas modéré leur position à l'égard des femmes. Nous savons, par exemple, que la burqa est rendue obligatoire pour les filles à partir de la sixième année. Au cours des derniers mois, les talibans ont imposé des restrictions dans les villages, les villes et les provinces. Ce n'est qu'une question de temps avant que les grandes villes ne connaissent de telles restrictions. Il est donc essentiel de les signaler maintenant, avant qu'elles ne se généralisent et ne se normalisent.

Nous espérons également que l'aide humanitaire à l'Afghanistan se poursuivra. D'innombrables organisations et programmes de formation dépendent de cette aide pour continuer à fournir leurs services. Des millions de femmes et de jeunes filles en Afghanistan dépendent d'eux pour pouvoir survivre, aussi bien les formatrices que nos stagiaires.

Reconnaître que la communauté internationale ne nous a pas oubliés et continue de nous soutenir aidera nombre d'entre nous, travailleurs et travailleuses d'ONG, à sortir de la clandestinité et à poursuivre nos efforts de reconstruction de ce pays déchiré par la guerre. C'est ce que nous savons le mieux faire, alors continuez à soutenir notre travail.

Avez-vous remarqué des améliorations dans les droits des femmes ou dans la perception qu'ont les femmes de leurs propres droits tout au long de votre décennie d'activisme dans ce domaine ?

Oui, je l'ai remarqué. Lorsque j'ai commencé à m'investir dans la défense des droits des femmes, j'ai travaillé comme formatrice dans les zones rurales d'Afghanistan, dans le but de faire prendre conscience aux femmes de leurs droits fondamentaux, tels que leur droit à l'éducation, à l'emploi, à l'accès aux soins de santé, au choix de leur mari, et même au choix de la couleur de leurs vêtements. Beaucoup d'entre elles ne connaissaient pas ces droits, et davantage n'avaient pas d'éducation formelle et ne savaient ni lire ni écrire.

Par exemple, dans les premières années de mon engagement, alors que je terminais un rapport de recherche sur la santé maternelle des femmes et l'accès aux cliniques, presque toutes les femmes que j'ai interrogées ne comptaient que leurs fils. Elles ne considéraient pas qu'il était important de mentionner leurs filles ou d'obtenir une carte d'identité pour elles. De nombreuses femmes ne voyaient pas l'intérêt de mettre au monde des filles, puisqu'elles quittaient la maison au moment du mariage et n'étaient pas là pour s'occuper de leurs parents au cours de leur vieillesse. Toutefois, cette perception a radicalement changé. Depuis environ trois ans, lorsque je faisais la même enquête, elles mentionnent le nombre de filles et de fils qu'elles ont, tout en accordant beaucoup plus d'attention à l'importance des opportunités pour leurs filles, telles que les écoles ou les soins de santé.

Aujourd'hui, elles voient les avantages d'avoir des filles éduquées qui savent lire et écrire. Ces filles peuvent devenir médecins, infirmières ou ingénieurs. De nombreuses femmes ne se sentent pas à l'aise, par exemple, pour demander une aide médicale si le seul fournisseur de soins de santé de leur village est un homme. Cette seule compréhension a encouragé de nombreuses personnes à voir l'intérêt d'éduquer leurs filles, dans l'espoir qu'elles seront ensuite mieux à même de contribuer à la société.

Les femmes afghanes ont vu tellement de choses dans leur vie qu'elles sont prêtes à améliorer leur propre situation et celle de leurs enfants. Nous sommes préoccupés par le fait que tout ce que nous avons obtenu par un dur travail accompli ces dernières décennies risque maintenant d'être perdu.

Nous entendons des rapports selon lesquels il existe un soutien aux talibans, en particulier dans les zones reculées et les villes de province. Cependant, d'après ce que vous me dites, il semble que de nombreuses femmes, y compris celles des régions pauvres, craignent également les talibans et ce que leur arrivée au pouvoir peut signifier pour les droits des femmes, durement acquis. Selon vous, dans quelle mesure les talibans bénéficient-ils d'un soutien et d'un appui de la part de larges secteurs de la population ?

Notre peuple attendait tellement plus de ce que promettait la période républicaine et de la démocratisation. Il espérait qu'un gouvernement républicain résoudrait leurs problèmes et

répondrait à leurs besoins. Malheureusement, avec la corruption généralisée et la répartition injuste des ressources dans le pays, beaucoup pensent que ni le gouvernement ni les talibans ne se soucient vraiment d'eux.

Par exemple, nous savons que les ressources naturelles de l'Afghanistan ont été vendues de manière corrompue sans que l'Afghan moyen en profite. Ce ressentiment à l'égard du gouvernement a également été ressenti par un grand nombre de nos jeunes instruits qui, malgré leur travail acharné, n'ont pas pu obtenir d'emploi dans la fonction publique parce que des personnes moins qualifiées, ayant des liens ethniques ou financiers, ont bénéficié d'un traitement préférentiel pour obtenir ces postes.

Les niveaux élevés de corruption au sein du gouvernement ont aidé les talibans à obtenir un certain soutien dans les régions qu'ils contrôlaient dans une certaine mesure ces dernières années. Par exemple, dans les provinces les plus reculées, en cas de vol ou de délits mineurs similaires, le système judiciaire des talibans pouvait agir plus efficacement que la police locale. Bien que je ne soutienne pas les pratiques des talibans, leurs dits tribunaux dirigés par leurs aînés tenaient des audiences pour trouver le contrevenant, puis forçaient le voleur à rendre les biens volés. Ces résultats n'étaient pas possibles avec une force de police locale corrompue et « sensible » aux pots-de-vin en raison de la pauvreté et d'autres problèmes.

Les personnes moins instruites et ayant un accès limité aux ressources ne voient que ce qui est proche d'elles et qui est le plus immédiat, sans trop réfléchir aux implications à long terme de l'arrivée au pouvoir d'une force comme les talibans. Ils n'envisagent pas la possibilité qu'il s'agisse du même « groupe » qui forcera les hommes à se laisser pousser la barbe et les châtiara pour ne pas avoir prié dès que l'appel à la prière sera entendu.

Malheureusement, l'Afghanistan souffre d'une économie très faible et, au cours des dernières décennies, tant le gouvernement que la communauté internationale n'ont pas réussi à unir le pays et n'ont pas été en mesure d'apporter des avantages économiques aux différents secteurs de la société. Par conséquent, je n'ai pas l'espoir qu'un mouvement populaire unifié se forme pour résister aux talibans, du moins dans l'immédiat.

Entretien avec K. conduit par Mona Tajali

P.-S.

- Article publié sur le site The Nation, le 25 août 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre le 30 août 2021 :

<http://alencontre.org/asie/afghanistan/entendez-nos-cris-ce-qui-terriefie-une-militante-des-droits-des-femmes-afghanes.html>

- Mona Tajali Mona Tajali est professeure associée de relations internationales et d'études féminines à l'Agnes Scott College et membre du conseil d'administration de Women Living Under Muslim Laws (WLUML).